



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

### **Le Ségur de la santé : une grande concertation !**

Les grandes annonces médiatiques dans le domaine de la santé se succèdent depuis des années. Pourtant, malgré les mobilisations, les actes concrets pour améliorer l'accès aux soins et les conditions de travail des personnels de santé se font toujours attendre. Des professionnels mal payés, des conditions d'exercice dégradées, un accès aux soins inégaux, de réformes en réformes, la situation ne cesse de se dégrader.

La crise que nous vivons ces dernières semaines a mis en lumière la nécessité de revoir en profondeur un système ébranlé par des années d'austérité et de se préoccuper de la santé de nos soignants.

Annoncé par le président de la République, lundi 25 mai, le Premier ministre, suivi du ministre de la Santé ont lancé le Ségur de la santé ! Une nouvelle grande « concertation » qui a réuni 300 acteurs de la santé et autres, avec des promesses d'un changement radical mais qui a recueilli un grand scepticisme de la part des professionnels. La place, dans ces pseudo-concertations, des organisations syndicales représentatives des personnels est d'ailleurs volontairement minimisée par le gouvernement. Finalement, au programme de ces mesures : on ne change pas de cap, on accélère le rythme !

La poursuite d'une politique de santé qui a conduit à des suppressions massives de lits, de services, d'hôpitaux de proximité, à une privatisation du système, instaurant une logique marchande dont on connaît les conséquences, nous interpelle.

De même, les annonces d'une revalorisation des rémunérations, accompagnée d'une menace sur les 35 heures, ne sont pas acceptables. Ces mesures mettent aussi en péril le statut de la fonction publique.

Depuis plus d'un an, les professionnels de la santé, du médico-social (hôpitaux, Ehpad) sont mobilisés pour exiger les moyens d'exercer leur mission dans de bonnes conditions avec des créations d'emplois massives. Pas un mot dans les annonces.

À l'occasion de ce Ségur mais, aussi, dans les mobilisations qui s'annoncent, la CGT portera les revendications des professionnels, à savoir :

- l'augmentation des budgets avec un Ondam (Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie) à 5 % pour des créations massives d'emplois ;
- l'arrêt des restructurations, des fermetures de lits, de services pour une réponse aux besoins de la population ;
- une augmentation générale des salaires à hauteur de 300 euros pour tous les professionnels qui travaillent dans les établissements de santé et d'action sociale.

Plus que jamais, notre revendication d'une Sécurité Sociale intégrale couvrant l'ensemble des besoins et financée par les cotisations sociales apparaît comme la seule réponse crédible à la crise.

Une sécurité sociale intégrant la perte d'autonomie comme un nouveau droit intégré à la branche.

La CGT soutient toutes les mobilisations en cours, à l'image des « mardis de la colère ». Elle appelle toutes celles et ceux qui ont témoigné leur soutien, par leurs applaudissements aux personnels de santé à 20 heures, à rejoindre les mobilisations à venir et, ce, dès la journée nationale d'action du 16 juin prochain.

Montreuil, le 26 mai 2020